



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA SOMME

Direction des affaires juridiques et de l'administration
locale
Bureau de l'administration générale et de l'utilité
publique
Installations classées pour la protection de
l'environnement
commune de LIHONS
Société GURDEBEKE

MISE EN DEMEURE

ARRÊTÉ du 16 SEP. 2015

La Préfète de la région Picardie
Préfète de la Somme
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 31 juillet 2014 nommant Madame Nicole KLEIN, Préfète de la région Picardie, Préfète de la Somme ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant Monsieur Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 août 2015 portant délégation de signature de Monsieur Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 27 mars 2006 à la société GURDEBEKE pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Lihons, parcelles cadastrées R n°30 à 33, 172 à 180, 182 à 184 et ZP n°26 (pro parte) et 41 (pro parte) ;

Vu l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 9 juin 2009 modifiant la capacité maximale annuelle autorisée de déchets non dangereux réceptionnés pour les années 2009 à 2015 ;

Vu le plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés du département de la Somme du 20 décembre 2007 ;

Vu le rapport de contrôle de l'inspection des installations classées du 2 septembre 2015 transmis à l'exploitant par courrier du 2 septembre 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté le 3 juillet 2015 que l'état de la digue de fermeture (nord) de la dernière alvéole n°16 du casier en exploitation, ne présente pas de dispositif d'étanchéité sur la totalité du flanc ;

Considérant que lors de cette visite, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'exploitant avait réhaussé sa digue avec des matériaux, compressant le dispositif d'étanchéité entre la digue initiale et les matériaux ajoutés pour la réhausse ;

Considérant que l'absence de dispositif d'étanchéité sur la partie haute du flanc de la digue de fermeture est de nature à générer une pollution des sols, des sous-sols et des eaux souterraines par infiltration de lixiviats et favoriser la dispersion de biogaz ;

Considérant que la mise en place d'une réhausse posée sur le dispositif d'étanchéité de la digue initiale, est de nature à générer une trop forte sollicitation mécanique du dispositif d'étanchéité pouvant entraîner une rupture, et à court terme, une pollution des sols, des sous-sols et des eaux souterraines par infiltration de lixiviats ;

Considérant que la partie supérieure de la digue ne dispose pas d'une géomembrane (barrière de sécurité active) ;

Considérant que l'article 13 de l'arrêté ministériel du 9/09/1997 modifié impose une barrière de sécurité active sur le fond et les flancs ;

Considérant que l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 27/03/2006 impose que la barrière de sécurité active soit constituée de bas en haut d'un géotextile de protection (300g/m²) ; d'une géomembrane en PEHD de 2 mm d'épaisseur ; d'un géotextile de protection (300g/m²) ;

Considérant que l'article 26 de l'arrêté préfectoral du 27/03/2006 interdit « le rejet des lixiviats dans le milieu naturel » ;

Considérant que l'article 14 de l'arrêté ministériel du 9/09/1997 modifié impose que le dispositif d'étanchéité (géomembrane ou autre dispositif équivalent) doit être compatible avec les déchets stockés et **mécaniquement acceptable** au regard de la géotechnique du projet, sa mise en place doit en particulier conduire **à limiter** autant que possible **toute sollicitation mécanique en traction et en compression** dans le plan de pose, notamment **après stockage des déchets** ;

Considérant que l'exploitant a déclaré dans son rapport d'activité de 2014, avoir réceptionné 81 796,53 tonnes de déchets au total, dont 5 872,42 tonnes de déchets en provenance de l'Aisne et 39 456,28 tonnes de déchets en provenance de l'Oise ;

Considérant que cette situation constitue un dépassement de 24,50 % de la quantité annuelle maximale de déchets admissibles au sein de l'établissement pour l'année 2014, fixée à 65 700 tonnes par l'article 18 bis de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 complété le 9 juin 2009 ;

Considérant également que, le site a réceptionné en 2014 un total de 45 328,70 tonnes de déchets en provenance des départements de l'Aisne et de l'Oise ;

Considérant que cette situation constitue un dépassement conséquent de la quantité annuelle maximale de déchets en provenance des départements de l'Aisne et l'Oise admissibles au sein de l'établissement pour l'année 2014, fixée à de 700 tonnes par l'article 18 bis de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 complété le 9 juin 2009 ;

Considérant que de tels dépassements sont de nature à contrarier les enjeux de la planification de gestion des déchets définie dans le plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés du département de la Somme du 20 décembre 2007 ;

Considérant par ailleurs que de tels dépassements ont déjà été constatés en 2009 et en 2013 ;

Considérant que la société GURDEBEKE S.A. a modifié les conditions d'exploitation de son établissement relatives aux quantités annuelles maximales des déchets admissibles au sein des installations ;

Considérant que la société GURDEBEKE S.A. a procédé à cette modification notable de son activité sans en avoir préalablement informé M. le Préfet de la Somme en lui apportant l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires à en juger de l'acceptabilité ;

Considérant par ce fait que la société GURDEBEKE S.A. ne respecte pas les dispositions édictées à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 et à l'article R. 512-33 du code de l'environnement ;

Considérant que face à ces manquements, convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GURDEBEKE S.A. de respecter les prescriptions des articles 3, 14 et 26 de l'arrêté préfectoral du 27/03/2006, de l'article 18 bis de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 complété le 9 juin 2009, des articles 13 et 14 de l'arrêté ministériel du 9/09/1997 modifié, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Somme ;

ARRETE

Article 1 – La société GURDEBEKE S.A. est mise en demeure **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté** de respecter les dispositions des articles 13 « sur le fond et les flancs de chaque casier, une barrière de sécurité active assure son indépendance hydraulique », et 14 « la géomembrane ou le dispositif équivalent doit être étanche, compatible avec les déchets stockés et mécaniquement acceptable au regard de la géotechnique du projet. Sa mise en place doit en particulier conduire à limiter autant que possible toute sollicitation mécanique en traction et en compression dans le plan de pose, notamment après stockage des déchets » de l'arrêté ministériel du 9/09/1997 modifié, et l'article 26 « le rejet des lixiviats dans le milieu naturel est interdit » de l'arrêté préfectoral du 27/03/2006 .

A cette fin, elle doit justifier que la géomembrane ou le dispositif équivalent présent sur l'alvéole 16 est étanche, compatible avec les déchets stockés et mécaniquement acceptable au regard de la géotechnique du projet et mettre en conformité le flanc de la digue de fermeture (réhausse comprise).

Les documents justifiants de la conformité de la géomembrane présente sur la digue (flanc et sommet) et de la conformité du flanc de la digue de fermeture (réhausse comprise) sont transmis à l'inspection des installations classées.

Article 2 – La société GURDEBEKE S.A. est mise en demeure **dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté** de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006.

A cette fin, elle déposera un dossier de demande de modifications des conditions d'exploitation relative aux quantités maximales admissibles annuellement au sein de son établissement.

La demande sera accompagnée de l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires à l'acceptabilité de ces modifications.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 2 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Conformément aux articles L.171-11 et L.514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée par l'exploitant à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, en application de l'article R.514-3-1 du même code.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Péronne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GURDEBEKE et dont une copie sera adressée au maire de LIHONS.

Amiens, le **16 SEP. 2015**

Pour la Préfète et par délégation,
Le secrétaire général,


Jean-Charles GERAY